

## L'avenir va être très dur pour les français

(Patrick Artus)

Les français protestent aujourd'hui contre la faiblesse de la progression de leur pouvoir d'achat, contre la hausse de la pression fiscale, contre la disparition de « l'ascenseur social » avec la fin de l'amélioration de la qualité des emplois. Malheureusement, les difficultés structurelles de l'économie française et la nécessité d'un certain nombre d'ajustements structurels de cette économie vont conduire à une dégradation encore plus forte de la situation des français : l'avenir n'est pas rose, il est fait pour eux de « sang et de larmes ».

La première question est celle du pouvoir d'achat. Depuis le milieu des années 1990, les gains de productivité par tête en France sont voisins de 1% par an, ils sont inférieurs à 1% par an aujourd'hui. Il n'est pas possible que le pouvoir d'achat de chaque salarié augmente durablement plus vite que la productivité. On ne peut pas soutenir le niveau de vie durablement par l'endettement, par exemple en distribuant aux consommateurs des revenus venants des déficits publics qu'il faudra rembourser plus tard, ce qui est malheureusement la technique utilisée aujourd'hui par la coalition de gouvernement en Italie.

Quand on tient compte de la hausse des prix de l'immobilier et de la partie des revenus qui est consacrée au logement, le gain de pouvoir d'achat pour les autres dépenses en France est encore plus faible, de 0,5% par an environ. Mais il faut comprendre qu'il est impossible de le redresser tant que la faiblesse de la modernisation des entreprises (la France a un niveau de robotisation des entreprises extrêmement faible par rapport aux autres pays de l'OCDE), tant que la faiblesse (très impressionnante en France) des compétences de la population empêchent le redressement de la productivité.

Le second problème est celui du rétablissement des dépenses publiques. Le gouvernement français a baissé un nombre très important d'impôts, a accru de nombreuses dépenses publiques (éducation, formation, investissements en Nouvelles Technologies). Ceci en réalité, au contraire de ce que perçoit l'opinion, a accru le pouvoir d'achat des français en 2018, mais au prix d'une remontée au voisinage de 3% du Produit Intérieur Brut du déficit public.

Il va falloir maintenant que la France respecte ses engagements européens, c'est-à-dire, ramener à 0,5% du PIB le déficit public de 2019 à 2022, soit une réduction de 0,8 point par an. Réalisons donc que la politique budgétaire de la France va devenir très restrictive de 2020 à 2022, avec comme effet une contraction importante de la demande.

Les français sont aussi et vont continuer à être affectés par la déformation de la structure des emplois. La déformation de la demande vers les services, la robotisation, la digitalisation détruisent des emplois industriels, mais générant du revenu en rendant les entreprises plus efficaces, conduisent, puisque ce revenu est surtout dépensé en services, à de fortes créations d'emplois de services peu sophistiqués, au niveau de productivité et de salaire faibles (60% environ du niveau de salaire de l'industrie).

On observe donc une déformation continue et inexorable de la structure des emplois vers des emplois de services peu complexes, d'où la perception, qui est correcte, de fin de l'ascenseur social et de la dégradation de la situation de la classe moyenne.

Enfin, il faudrait que les français comprennent que la transition énergétique va réduire leur niveau de vie, contrairement à tout ce qu'on a pu leur dire. Les énergies renouvelables sont nettement plus chères que les énergies fossiles, la « mobilité verte » est beaucoup plus coûteuse que les formes de mobilité que nous connaissons aujourd'hui. Le pétrole, malheureusement, est (hors taxes) une énergie très bon marché.

Depuis deux siècles, les énergies fossiles ont apporté une forme d'énergie de faible coût, et nous devons aujourd'hui nous en priver. Il faut donc dire la vérité aux français : on ne peut pas distribuer des revenus en croissance plus rapide que la productivité, dont malheureusement la progression est faible et ralentit ; il va falloir réduire fortement et en peu d'années le déficit public de la France ; l'évolution de la demande et de la technologie vont conduire à dégrader la qualité des emplois ; la transition énergétique va fortement accroître le coût de l'énergie.

Le niveau de vie ne peut donc que peu progresser, et prétendre l'inverse est illusoire.